

Counter-Islamophobia Kit

Key National Messages - France

Ms Arzu Merali
September 2018

CIK Project (Counter Islamophobia Kit)

Dr Andrea Bila

Key National Messages - France

CERS, 2018

This publication has been produced with the financial support of the Rights, Equality and Citizenship (REC) Programme of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of Dr Andrea Bila and can in no way be taken to reflect the views of the European Commission



Co-funded by the Rights, Equality
and Citizenship (REC) Programme
of the European Union

Counter-Islamophobia Kit



About the CIK Project

The *Countering Islamophobia through the Development of Best Practice in the use of Counter-Narratives in EU Member States* (Counter Islamophobia Kit, CIK) project addresses the need for a deeper understanding and awareness of the range and operation of counter-narratives to anti-Muslim hatred across the EU, and the extent to which these counter-narratives impact and engage with those hostile narratives. It is led by Professor Ian Law and a research team based at the Centre for Ethnicity and Racism Studies, School of Sociology and Social Policy, University of Leeds, UK. This international project also includes research teams from the Islamic Human Rights Commission, based in London, and universities in Leeds, Athens, Liège, Budapest, Prague and Lisbon/Coimbra. This project runs from January 2017 - December 2018.

About the Paper

This paper is an output from the third workstream of the project which was centred on describe the key national messages pertaining to Islamophobia and countering-Islamophobia in each context considered in the framework of this project: Belgium, Czech Republic, France, Germany, Greece, Hungary, Portugal and United Kingdom. The key national messages, findings and toolkit, the Counter-Islamophobia Kit (CIK) will be disseminated to policy makers, professionals and practitioners both across the EU and to member/regional audiences using a range of mediums and activities.

©CIK

The CIK consortium holds copyright for the papers published under the auspices of this project. Reproduction in whole or in part of this text is allowed for research and educational purposes with appropriate citation and acknowledgement

Centre for Ethnicity and Racism Studies, 2018.

University of Leeds, Woodhouse Lane, Leeds, LS2 9JT, UK.

cik@leeds.ac.uk

www.cik.leeds.ac.uk

Résumé

Plusieurs rapports ont confirmé la prolifération de discours hostiles à l'égard des musulmans dans les pays européens¹. Ces discours, basés sur des préjugés ancrés dans le colonialisme et les idéologies racistes et d'extrême droite, conduisent à l'exclusion, à la discrimination et à des incidents islamophobes visant les individus et les lieux de culte. La recherche² montre que le fait que les politiques et les médias traditionnels présentent les musulmans comme différents a un impact sur la façon de penser de la population. Dans le même temps elle expose ces personnes à des attaques physiques et verbales ainsi qu'à des manifestations de l'islamophobie. À cet égard, la France ne fait pas exception. Malgré la baisse des actes à leur encontre observée en 2016, les chiffres confirment une tendance générale à la hausse depuis 2011³. Nous recommandons donc que les autorités prennent les mesures suivantes pour contrer efficacement ces discours:

1. Dissocier l'islam du terrorisme dans le discours politique. Le discours criminalisant, qui associe les musulmans à une série de menaces et génère l'exclusion sociale et des perceptions erronées, a été désigné comme la cause principale de l'islamophobie⁴. Il est nécessaire d'engager les communautés religieuses dans un dialogue inclusif et une concertation dans la prise de décisions afin de renforcer la confiance et la cohésion sociale. Il convient donc de refuser une approche politique qui consisterait à lier les questions concernant l'islam et les musulmans à la sécurité.

2. Encourager les médias à adopter une approche plus nuancée des questions liées à l'islam pour éviter de perpétuer des stéréotypes négatifs. Les médias décrivent les musulmans comme un groupe homogène dont les traditions religieuses et culturelles compromettent la laïcité et les valeurs républicaines. Il est donc nécessaire de dépasser ce cliché sur l'incompatibilité de l'islam et de la démocratie et d'accroître la conscience interculturelle en s'engageant dans un débat factuel sur l'islam. Il est essentiel que cette population soit perçue positivement pour renforcer son acceptation et finalement la normalisation de sa présence dans toutes les sphères de la vie publique.

3. Augmenter l'implication des femmes musulmanes dans la vie sociale et s'assurer qu'elles aient une voix plus forte dans les débats publics et dans le développement de politiques affectant leur vie. Les femmes musulmanes, rarement perçues comme des actrices, sont souvent mal représentées dans les médias et leurs points de vue sont ignorés. Il faut créer de nouvelles opportunités pour l'engagement civique et politique de ces femmes en soulignant leur diversité et augmenter leur participation lors des discussions sur tous les sujets, pas seulement ceux liés à l'islam et aux pratiques religieuses.

4. Veiller à ce que les pratiques religieuses musulmanes ne soient pas présentées dans le débat public sur l'intégration comme un obstacle, rejetant ainsi la responsabilité de l'intégration sur ces communautés. Leur sentiment d'appartenance et de loyauté est systématiquement remis en question dès qu'ils s'identifient comme croyants. En conséquence, ces populations sont perçues de plus en plus comme illégitimes. Il est nécessaire de recentrer le débat sur la laïcité et l'identité nationale en mettant

¹ Voir FRA. EU Fundamental Rights Agency. 2016. *Fundamental Rights Report 2016*. Luxembourg: Publications Office of the European Union ; Europol. 2015. *European Union terrorism situation and trend report 2015*. [En ligne]. <https://www.europol.europa.eu/> [consulté le 23 mars 2017].

² Ameli, S. R., Merali, A. and Shahghasemi, E. 2012. *France and the Hated Society*. Wembley: Islamic Human Rights Commission.

³ Les incidents anti-musulmans ont augmenté de 30% en 2011, de 28% en 2012, de 11,3% en 2013, baissé de 41% en 2014 avant d'augmenter de 223% en 2015. CNCDH. Commission nationale consultative des droits de l'homme. 2016. *Le rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*. [En ligne]. <http://www.cncdh.fr/> [consulté le 23 mars 2017].

⁴ CCIF. Collectif contre l'Islamophobie en France. 2014. *Rapport Annuel*. [En ligne]. <http://www.islamophobie.net/> [consulté le 15 mars 2017].

l'accent sur les valeurs partagées et en présentant la diversité religieuse et ethnique comme un enrichissement du tissu social et culturel.

5. Reconnaître la discrimination envers les musulmans et élaborer des politiques reflétant un engagement en faveur de l'égalité qui permettra à ces populations de réaliser leur plein potentiel.

Il est essentiel de poursuivre la réforme du cadre de lutte contre la discrimination afin de combler les lacunes dans le niveau de protection des populations musulmanes, notamment en matière d'accès à l'emploi. Cet effort devrait s'accompagner d'un travail de sensibilisation et d'une formation continue des professionnels concernés, ainsi que des autorités locales et régionales.

Recommandation 1 : Dissocier l'islam du terrorisme dans le discours politique

L'approche sécuritaire de l'islam introduite après le 11 septembre semble continuer à dominer les relations du gouvernement avec les musulmans à la suite des attentats terroristes qui ont frappé la France en 2015. La menace terroriste domestique et étrangère à laquelle la France est actuellement confrontée a conduit les autorités françaises à renforcer le contrôle de l'immigration et la législation sur la sécurité intérieure. Bien que les dirigeants nationaux aient mis en garde contre l'amalgame entre l'islam traditionnel et le terrorisme, les mesures administratives et les dispositions introduites pour contrer cette menace ciblent spécifiquement les populations musulmanes du pays.

Les forces de l'ordre, en utilisant des pouvoirs étendus en vertu de l'état d'urgence – en vigueur entre novembre 2015 et octobre 2017 lorsque la nouvelle législation contre le terrorisme est venue la remplacer – ont perquisitionné des milliers de foyers musulmans, assigné à résidence des centaines de suspects et ordonné la fermeture administrative d'une douzaine de mosquées. Bien que le ministre de l'Intérieur ait affirmé que 32 complots terroristes avaient été déjoués au cours de la même période, dans la plupart des cas, ces actions n'ont pas abouti à des condamnations pour terrorisme⁵. La nouvelle loi sur la sécurité intérieure⁶ a donné aux autorités administratives - les préfets, les prérogatives du pouvoir judiciaire. Rendant ainsi, permanents et exempts d'un contrôle judiciaire adéquat, ces pouvoirs d'urgence qui étaient déjà contestés.

Pour de nombreux groupes de défense des droits de l'homme, ce vaste système de surveillance et de pouvoirs de police exceptionnels représente des violations graves des droits individuels et de l'état de droit. Celui-ci, ne permettant pas par ailleurs d'endiguer la menace terroriste. L'utilisation récente de ces mesures contre des manifestants et des militants sans lien avec le terrorisme soulève encore plus de doutes quant à leur objectif. Ces politiques ont également un impact négatif sur l'opinion publique à l'égard des musulmans étant donné qu'elles contribuent à la propagation de discours de haine. Le terrorisme est de plus en plus utilisé pour justifier les préjugés contre les musulmans.

L'association de l'islam et du terrorisme dans le discours public nourrit l'idée que les musulmans défient la sécurité intérieure et représentent une menace terroriste potentielle. La logique, qui consiste à dire que les musulmans français sont responsables des actes d'autres musulmans, y compris ceux de l'étranger, rend coupable toute la population musulmane par association. Obliger les musulmans à condamner publiquement le terrorisme et à s'éloigner de l'idéologie extrémiste après chaque nouvelle attaque terroriste renforce également cette idée.

Dans le contexte actuel où les populations qui se sentent ciblées par les mesures antiterroristes doivent être rassurées, il serait préférable de tenir des discours politiques forts et inclusifs et d'éviter un langage inutilement provocateur qui oppose les communautés les unes aux autres. Par ailleurs, ces discours devraient faire la distinction entre l'islam et l'islamisme et éviter de confondre les questions liées à l'islam avec la politique internationale. Le fait que les musulmans ne forment pas une population homogène mais très diverse sur le plan culturel et religieux devrait être souligné non seulement dans les discours mais aussi sur le plan de l'action politique.

En outre, la création d'un organe consultatif composé d'experts et de représentants de la société civile pour veiller à la bonne application de la législation antiterroriste devrait être encouragée. La radicalisation et le recrutement de terroristes ne peuvent pas être traités uniquement par des mesures répressives - celles-ci doivent être déployées parallèlement à la prévention. Pour cette raison, le gouvernement devrait s'éloigner progressivement d'une gestion sécuritaire de l'islam au profit de

⁵ Vie Publique. 2017. *De l'état d'urgence à la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*, le 31 octobre [En ligne]. <http://www.vie-publique.fr/> [consulté le 15 mars 2018].

⁶ La loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (N. 2017-1510) a été promulguée le 30 octobre 2017.

politiques qui ont un impact à long terme sur ces populations et qui faciliteraient, en particulier pour les jeunes, un accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail. Priorité devrait être donnée à ces initiatives et outils éducatifs qui favorisent la connaissance de l'islam et refusent sa représentation comme religion de violence. Des espaces et des programmes favorisant le dialogue communautaire devraient être mis en place pour impliquer les jeunes musulmans en dehors d'un cadre sécuritaire strict et renforcer leur résilience face à un extrémisme violent.

Recommandation 2 : Encourager les médias à adopter une approche plus nuancée des questions liées à l'islam pour éviter de perpétuer des stéréotypes négatifs

Les représentations négatives qui associent l'islam presque exclusivement au terrorisme, au prosélytisme religieux et au communautarisme se sont imposées dans les médias traditionnels au cours de ces vingt-cinq dernières années⁷. L'image publique et médiatique des musulmans français a été façonnée à la fois par des événements nationaux importants et par des conflits et des crises mondiaux tels que les attentats du 11 septembre. A partir de ce moment, les questions liées à l'islam ont été traitées de plus en plus comme des incompatibilités culturelles.

Il n'est pas rare de voir des médias affirmer que les traditions islamiques s'opposent aux droits des femmes, à la liberté d'expression et à la démocratie. Pour éviter d'influencer négativement l'opinion publique, il faut encourager les journalistes à traiter des sujets sensibles de manière responsable et à assurer un traitement plus équilibré des questions liées à l'islam. Responsabiliser les médias qui diffusent des propos antimusulmans peut aider à faire respecter les principes éthiques du journalisme. Compte tenu de leur capacité à influencer les perceptions et les discours, on devrait davantage appuyer leur rôle dans le renforcement de la cohésion du tissu social.

Les « loyautés partagées » des musulmans français sont revenues au premier plan des discours médiatiques et politiques avec l'émergence de *Daech* et une nouvelle menace terroriste. Les musulmans sont à nouveau présentés comme un groupe extérieur prétendument dangereux et attirent les soupçons. Des reportages biaisés promouvant l'idée que ce sont des citoyens déloyaux qui tentent de porter atteinte à l'unité nationale et à l'idéal laïc républicain renforcent le sentiment d'insécurité. Ce type de peur, qui semble s'épanouir dans le contexte de la méfiance à l'égard des élites politiques et des structures démocratiques, est nourri par la médiatisation excessive de faits banals et d'accusations mensongères. Nous avons récemment été témoins d'une série de « faux scandales » impliquant des femmes vêtues de burkini, de rumeurs concernant des cafés occupés par des musulmans et interdits aux femmes et de témoignages sans fondement au sujet de migrants qui auraient harcelé sexuellement des femmes dans le quartier parisien de La Chapelle-Pajol⁸. La publication et la transmission d'informations sensationnalistes et trompeuses qui dénigrent les musulmans ne font qu'attiser des sentiments négatifs à leur égard et favoriser leur marginalisation.

Les responsables politiques devraient, de même, éviter d'opposer des musulmans « modérés » – intégrés et respectueux des valeurs françaises, aux « fondamentalistes » car cela contribue à leur essentialisation et accentue la fracture entre les citoyens. Il est tout aussi important de refuser l'argumentation qui consiste à accuser les musulmans de défier le « mode de vie et la culture française » et de construire un discours politique autour des valeurs partagées afin de créer des liens entre les communautés. Des discours alternatifs sur « l'identité nationale » qui tiendraient compte de la contribution de l'immigration au développement social et économique du pays sont susceptibles de produire un impact positif sur la cohésion sociale. Des changements significatifs dans ce domaine

⁷ Boniface, P. 2015. Le grand repli – 3 questions à Nicolas Bancel et Pascal Blanchard. *Mediapart*, 23 septembre. [En ligne]. <https://blogs.mediapart.fr/pascalboniface/blog/> [consulté le 15 mars 2017].

⁸ A ce sujet voir De Cock, L. & Meyran, R. eds. 2017. *Paniques identitaires. Identité(s) et idéologie(s) au prisme des sciences sociales*. Bellecombe-en-Bauges: Le Croquant.

pourraient également être réalisés grâce à la sensibilisation interculturelle et au dialogue interreligieux.

Le fait que des politiques de toutes tendances entretiennent des stéréotypes et des images négatives des musulmans consolide la base théorique et idéologique pour justifier l'islamophobie. Pour briser le discours dominant sur l'islam qui considère cette religion comme une menace culturelle, il est nécessaire de fournir aux experts venant de la société civile et du monde de la recherche un espace d'expression. Espace qui leur permettrait de lutter contre un discours qui détourne des informations anxiogènes sur le terrorisme ou la crise économique à des fins politiques.

Comme les médias traditionnels se désintéressent des questions relatives aux minorités, un soutien actif devrait être apporté aux initiatives qui favorisent la représentation des personnes issues de la diversité en sollicitant l'avis des représentants des minorités, y compris musulmans. Ces derniers, cependant, ne devraient pas être sollicités uniquement sur les questions islamiques mais également dans d'autres domaines de compétence.

Recommandation 3 : Augmenter l'implication des femmes musulmanes dans la vie sociale et s'assurer qu'elles aient une voix plus forte dans les débats publics et dans le développement de politiques affectant leur vie.

Le discours public sur les femmes musulmanes est fortement influencé par un traitement médiatique subjectif et défavorable qui produit des images déformées de celles-ci. Les représenter comme un groupe homogène participe à la construction d'un discours hégémonique qui en fait des opprimées. Il est nécessaire de s'attaquer à la représentation biaisée de celles-ci en appelant les médias à plus de neutralité et d'exactitude dans leurs reportages et à éviter les simplifications et les généralisations trompeuses. D'autres mesures efficaces consisteraient à travailler avec des journalistes pour les sensibiliser aux préjugés et à leur impact sur ces femmes.

Les médias semblent également préférer donner la parole à des soi-disant experts qui parlent au nom des femmes musulmanes. Celles-ci dénoncent fréquemment l'impossibilité qu'elles ont de s'exprimer et la confiscation de leurs récits par des observateurs extérieurs et des critiques. Il semble essentiel de remédier à ce manque de représentation appropriée dans ce domaine et dans la sphère publique en mettant en place des mesures correctives qui les aideraient à gagner en visibilité. Il convient donc de veiller à ce que leur présence dans la production de l'information et dans le débat public, en particulier sur les questions les concernant, soit augmentée.

Dans l'opinion publique le foulard islamique est généralement considéré comme un symbole de sexisme, de sectarisme et d'arriération mais on oublie de mentionner pourquoi les femmes le portent. Au lieu de cela on présente les femmes portant le foulard comme manquant de libre arbitre. On les dit victimes du sexisme et de l'oppression masculine et contraintes à se voiler. Et si, au contraire, elles affirment le porter de leur plein gré, cela est attribué au désir qu'elles auraient d'islamiser la société de bas en haut. De telles représentations stéréotypées des femmes sont également stigmatisantes pour les hommes musulmans qui sont à leur tour accusés d'empêcher leur émancipation.

Par ailleurs, les lois et les mesures coercitives qui limitent l'accès des femmes portant le foulard au marché du travail, aux installations de loisirs, au logement et aux soins, qu'on présente souvent comme une solution pour leur meilleure intégration, semblent aggraver leur isolement économique et social. Il faudrait, par conséquent, prendre des mesures pour renforcer leur participation sociale et leur autonomisation afin qu'elles puissent être maîtresses de leur vie. Des projets et des programmes visant à accroître leur intégration dans la population active et à développer leur potentiel économique devraient également être encouragés. Les accepter comme des professionnelles qui contribuent économiquement à la société et les juger selon leurs performances et non selon leur affiliation à une communauté religieuse pourrait améliorer leur épanouissement, l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes

et corriger les perceptions erronées selon lesquelles elles préféreraient se consacrer à leur famille plutôt qu'à leur travail. Les initiatives locales offrant des solutions pour les inclure socialement devraient être encouragées.

Alors que les femmes musulmanes, surtout si elles portent un foulard, sont les premières victimes de l'islamophobie⁹, on utilise le prétexte de la protection de leurs droits comme justification des discours anti-musulmans. Elles y sont présentées comme opprimées par les soi-disant traditions islamiques. Il convient de rappeler que le patriarcat est inhérent à notre société et qu'il n'est pas spécifique à l'Islam. Le rôle des responsables politiques devrait être de souligner que toutes les femmes peuvent jouir de leurs droits y compris celles qui portent le foulard. Afin d'éliminer les stéréotypes négatifs à l'égard de celles-ci, des mesures devraient être adoptées pour faciliter leur inclusion. Les acteurs locaux, gouvernementaux ou non, peuvent être particulièrement utiles pour renforcer le dialogue et combler le fossé entre les femmes musulmanes et l'ensemble de la population. Les groupes de discussion et d'autres formes de dialogue communautaire peuvent fournir également un moyen d'identifier et de médiatiser les défis que ces femmes doivent relever. Il est également important d'intégrer la lutte contre l'islamophobie dans la lutte contre le sexisme et la discrimination à l'égard des femmes.

Recommandation 4 : Veiller à ce que les pratiques religieuses musulmanes ne soient pas présentées dans le débat public sur l'intégration comme un obstacle, rejetant ainsi la responsabilité de l'intégration sur ces communautés.

Les musulmans européens sont souvent soupçonnés de conflits de loyauté bien que l'enquête¹⁰ de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) publiée récemment indique que la majorité d'entre eux (76% de ceux qui y ont répondu) est fortement attachée à son pays de résidence. Considérer l'islam comme une « religion des immigrés » qui a pris racine en France renforce la perception que l'on a des musulmans français comme des éléments étrangers.

La pression exercée sur les musulmans pour qu'ils ne montrent aucun signe d'appartenance à une religion ou une culture étrangère et pour qu'ils proclament haut et fort leur adhésion aux valeurs républicaines s'est intensifiée après les récents attentats terroristes. Les interprétations erronées du cadre juridique dans lequel s'applique la laïcité continuent à provoquer des tensions. Il incombe à toutes les parties prenantes de s'assurer que le principe de la laïcité, qui représente la liberté de conscience et garantit le libre exercice du culte, soit respecté et n'exclut pas les musulmans. Les politiques devraient s'opposer énergiquement aux interprétations erronées de la laïcité et à son utilisation en tant qu'instrument de répression contre les populations musulmanes. Des initiatives efficaces telles que la diffusion d'informations à l'intention des employeurs et la formation officielle des fonctionnaires sur l'application du principe de neutralité religieuse devraient être soutenues. Il convient de souligner que les propos qui opposent l'islam à la laïcité nuisent à la cohésion sociale. Faire de la pratique religieuse une barrière à l'intégration approfondit les clivages au sein de la société au lieu d'induire un sentiment d'appartenance pour les musulmans.

Sans minimiser la complexité de ces questions, il est nécessaire de répondre aux demandes d'égalité de traitement formulées par les musulmans et de leur accorder les mêmes droits qu'aux autres groupes religieux. Leurs revendications spécifiques, l'affirmation de leur identité religieuse dans la sphère publique ou la mise en garde contre des pratiques discriminatoires ne doivent en aucun cas servir à légitimer une stigmatisation à leur encontre ou conduire à les accuser d'être des citoyens indignes. Il est urgent de s'engager dans un débat public impartial sur le modèle de la citoyenneté, la

⁹ ENAR. 2009. *Forgotten Women: the impact of Islamophobia on Muslim women*. [En ligne]. <http://www.enar-eu.org/> [consulté le 20 mars 2018].; CCIF. Collectif contre l'Islamophobie en France. 2016. *Rapport Annuel*. [En ligne]. <http://www.islamophobie.net/> [consulté le 20 mars 2018].

¹⁰ FRA. EU Agency for Fundamental Rights. 2017. *EU-MIDIS II. Second European Union Minorities and Discrimination Survey Muslims – Selected findings*. Luxembourg: Publications Office of the European Union.

laïcité et l'identité française tout en veillant à ne pas se laisser distraire par les intérêts électoraux ou partisans et des arguments tels que le choc des civilisations ou l'islamisation rampante de la France.

Les gouvernements, de gauche et de droite, ont mis en place des politiques favorisant l'intégration, mais n'ont pas tenu leurs promesses de réduire la mise à l'écart et les discriminations à l'égard des jeunes issus de l'immigration. Ces catégories de la population qui vivent principalement dans des banlieues pauvres frappées par un taux de chômage élevé, ont été suspectées depuis les années 1980 d'être à l'origine de la criminalité et de l'insécurité dans le pays. L'association de l'immigration, de la délinquance et de l'insécurité dans les discours politiques alimente l'idée que les jeunes des quartiers populaires, principalement d'origine maghrébine ou africaine, ne sont pas assimilés et représentent une menace potentielle pour l'ordre public et la sécurité nationale. Le débat sur les banlieues doit être reformulé et dissocié des représentations stéréotypées dans lesquels il est enfermé. Les attaques verbales contre les jeunes des banlieues qui stigmatisent et marginalisent davantage ces derniers devraient être condamnées.

Il est également essentiel de dépasser les idées stéréotypées selon lesquelles les musulmans seraient enclins au communautarisme – cette tendance qui vise à mettre en avant les valeurs associées aux identités culturelles, religieuses et ethniques assignées – et ne peuvent ou ne veulent pas s'intégrer dans la culture française. Remettre en cause leur sentiment d'appartenance et leur loyauté à partir du comportement de quelques individus a des conséquences néfastes pour l'ensemble de la communauté qui se retrouve contrainte à se justifier et à réfuter ces accusations. Les responsables politiques devraient donc éviter de recourir aux amalgames entre les traditions et pratiques islamiques et les problèmes d'assimilation. Des politiques inclusives basées sur les contributions des communautés musulmanes, des événements facilitant les interactions entre les musulmans et la population majoritaire et des campagnes de sensibilisation véhiculant l'idée que ceux-ci jouent un rôle actif dans la société devraient être soutenues aussi bien sur le plan local que national.

Recommandation 5 : Reconnaître la discrimination envers les musulmans et élaborer des politiques reflétant un engagement en faveur de l'égalité qui permettra à ces populations de réaliser leur plein potentiel.

La représentation stéréotypée des musulmans dans les médias et les discours politiques renforce les préjugés et conduit à la stigmatisation et aux discriminations. Les rapports confirment que ces populations sont confrontées à un niveau élevé de discrimination dans tous les domaines de la vie publique¹¹ et que leur visibilité joue un rôle important dans leur exposition à celle-ci¹².

Les tendances et les évolutions de l'islamophobie en France sont actuellement évaluées à partir des données statistiques sur la criminalité, collectées par le ministère de l'Intérieur. Les données officielles et celles recueillies par des ONG indépendantes, telles que le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), diffèrent généralement en raison de la méthodologie employée¹³. Il est essentiel d'améliorer le suivi et le signalement¹⁴ des incidents islamophobes afin d'obtenir des données fiables qui permettraient d'apporter des réponses adaptées à la discrimination et à l'islamophobie. Cela implique la mise en place d'un mécanisme de suivi efficace et le renforcement des capacités des services de police à enregistrer correctement ces incidents. Les activités de sensibilisation peuvent être utiles pour encourager les victimes à les signaler. Les autorités devraient également exprimer clairement leur condamnation de l'islamophobie et redoubler d'efforts pour garantir aux victimes un accès à la justice.

¹¹ FRA 2017

¹² Simon, Safi 2013

¹³ Alors que les chiffres du gouvernement sont basés sur les plaintes déposées par les victimes, les dossiers du CCIF tiennent compte également des actes de discrimination personnelle et institutionnelle.

¹⁴ Selon les estimations du CCIF (2014) et de la FRA (2009), seulement environ 20% des actes d'islamophobie sont signalés.

Le terme « islamophobie » est largement utilisé par les praticiens de la société civile, les agences de lutte contre la discrimination et les populations musulmanes elles-mêmes bien que manquant de clarté conceptuelle. Consentir à son utilisation est donc un moyen de reconnaître l'ampleur et la gravité du problème.

Le fait que les musulmans soient confrontés à la discrimination et au harcèlement a un impact sur leur inclusion sociale et leur confiance dans le système juridique et les forces de l'ordre du pays¹⁵. Les responsables politiques devraient également favoriser la création d'un environnement sûr et accueillant pour ces populations. Ils devraient soutenir les initiatives communautaires visant à instaurer la confiance dans les institutions et à réduire le sentiment d'aliénation. Les autorités publiques devraient également veiller à ce que les experts venant du milieu universitaire ou de la société civile soient systématiquement consultés sur les questions liées aux crimes de haine, à la violence policière et à la discrimination. Comme mesure de prévention des discriminations, il conviendrait donc de mettre au point des matériels pédagogiques et des programmes de formation sur les préjugés raciaux et religieux.

Plusieurs études¹⁶ ont confirmé que les candidats musulmans, hommes et femmes, sont victimes de discrimination à l'embauche. Les préjugés et les stéréotypes semblent également avoir un impact sur les choix de carrière des musulmans pratiquants qui évitent de postuler à des emplois dans des entreprises dont la culture semble ne pas accepter leur mode de vie. Il est donc nécessaire de prendre des mesures afin de promouvoir de bonnes pratiques dans la mise en œuvre des principes d'égalité dans l'accès à l'emploi. Des mesures visant à renforcer l'intégration économique et sociale des musulmans confrontés à la plus grande difficulté pourraient supprimer le fossé entre les populations.

Il faut faire davantage pour renforcer les liens entre les communautés. Cet objectif peut être réalisé à travers le développement de récits positifs et de stratégies qui promouvoir efficacement l'idée que les communautés musulmanes contribuent sur les plans social et culturel au développement de la France. Il est également nécessaire de faciliter les programmes et les initiatives pour renforcer leurs capacités et mener à leur autonomisation.

À propos de la recherche

Ce document a été produit dans le cadre du projet *Countering Islamophobia Through the Development of Best Practice in the use of Counter-Narratives in EU Member States* (Lutter contre l'islamophobie par le biais du développement des meilleures pratiques dans l'utilisation de contre-discours dans les États membres de l'UE) mené par l'Université de Leeds dans huit pays (Royaume-Uni, Belgique, Portugal, Hongrie, République tchèque, Grèce, France et Allemagne). L'objectif de ce projet est d'identifier les propos islamophobes dominants et ceux qui s'y opposent et d'analyser la manière dont ils ont été construits et utilisés. Les données recueillies ont servi à identifier les tendances islamophobes et à formuler des recommandations sur la façon de limiter l'impact de propos facteurs de haine. Les rapports de recherche – les uns concernant les récits islamophobes, les autres ceux qui tentent de les contrecarrer – s'appuient sur les données collectées dans chaque pays et constituent la base d'un kit d'outils. Il s'agit des meilleures pratiques dans l'utilisation des éléments narratifs pour contrer la haine à l'encontre des musulmans.

Le rapport *Dominant Islamophobic Narratives – France* tente de classer les discours hostiles à l'égard des musulmans selon leur fréquence et leur gravité et d'identifier leurs environnements contextuels en utilisant le modèle *Domination Hate Model of Intercultural relations*¹⁷. Ce rapport dresse un portrait

¹⁵ FRA 2017, *ibid.*

¹⁶ Adida, Laitin & Valfort 2010, Valfort 2015

¹⁷ Voir <http://www.ihrc.org.uk/activities/projects/11319-the-hate-crime-project-muslim-experiences>

détaillé du développement de l'islamophobie à travers l'histoire, mettant en évidence les événements les plus significatifs de la période coloniale jusqu'à un passé récent. Afin d'acquérir une vision d'ensemble de l'évolution du terme « islamophobie », nous avons dressé un état de la recherche universitaire traitant du phénomène auquel nous avons ajouté une revue de la littérature grise. On a accordé une attention particulière aux rapports et aux documents de travail produits par les organisations de la société civile. Le présent rapport retrace les représentations des musulmans et de l'islam dans les discours politiques et médiatiques et évalue l'impact et l'influence des propos haineux sur l'opinion publique. Les actes de discrimination et d'intolérance à l'encontre des musulmans et les obstacles auxquels ils sont confrontés dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services publics et privés ont également été explorés. Sur la base des conclusions du rapport et de l'approche performative à l'égard de l'islamophobie élaboré par S. Sayyid, nous avons tenté de classer les discours anti-musulmans dominants par ordre de fréquence et d'impact sur les communautés musulmanes.

Le rapport *Dominant Counter-narratives to Islamophobia* analyse les réponses qui ont été faites aux discours anti-musulmans en France et constitue la deuxième partie des résultats de la recherche sur les discours de haine. Le rapport analyse les stratégies narratives ayant pour but de contrebalancer les propos antimusulmans et donne un aperçu de leur formation dans le contexte de la mobilisation des communautés musulmanes et de leurs alliés dans les moments clés de l'histoire. Les données présentées dans ce rapport ont été recueillies à travers des entretiens semi-directifs avec des élus, des chercheurs, des journalistes, des militants. Et aussi des représentants de la société civile et d'organisations locales actives dans le domaine de la lutte contre les préjugés antimusulmans et l'islamophobie. En outre, un examen d'ouvrages scientifiques, de la presse en ligne et de la presse écrite, des réseaux sociaux, des blogs et des sites web a été effectué. Il nous a permis d'identifier les contre-discours les plus répandus et d'évaluer leur forme, leur déploiement et leur mode opératoire dans différents environnements discursifs. Les meilleures pratiques de contestation de l'islamophobie ont été organisées en groupes selon le type de discours de haine qu'elles abordaient. Les résultats servent à mettre en évidence l'impact des contre-discours identifiés sur l'opinion publique et les publics spécifiques, y compris les professionnels des médias et les élus locaux.

Tous les résultats de recherche sont disponibles en ligne et peuvent être consultés dans la section 'Publications' du site web du projet (<https://cik.leeds.ac.uk>). Les présentes recommandations à l'intention des responsables politiques sont également disponibles en version imprimée.

